

2012 : le statut des enseignants au coeur du débat

Pour redéfinir le métier, la droite veut remettre en cause les décrets de 1950, la gauche est plus mesurée



C'est un dossier explosif. Tellement explosif que depuis soixante ans, les gouvernements successifs se sont bien gardés d'y toucher : le statut des enseignants du public, en particulier leurs obligations horaires. Depuis 1950, un décret de quelques lignes précise que la mission du professeur est d'assurer 15 heures de cours hebdomadaires s'il est agrégé et 18 heures s'il ne l'est pas. Les enseignants d'aujourd'hui ont construit leur identité professionnelle sur cette définition, même s'ils font bien autre chose que donner des cours.

Pour faire bouger l'école, il n'y a plus vraiment d'autres leviers qu'une redéfinition de ces décrets. La droite le dit désormais ouvertement. Nicolas Sarkozy veut en faire un débat central de la présidentielle 2012. A ses proches, il confie que les enseignants ont une double mission : l'animation collective et le suivi individuel. Ils doivent renforcer leur présence dans l'école. Et en contrepartie obtenir une réévaluation.

La gauche, elle, tourne autour du pot. Le positionnement de Martine Aubry est symptomatique. La maire de Lille explique qu'il faut redéfinir les missions des enseignants mais n'affirme pas clairement qu'on doit en finir avec les décrets de 1950. Son entourage l'y pousse. Mais elle ne veut pas brusquer la profession ni les syndicats avec qui elle entend définir le nouveau pacte éducatif.

François Hollande se montre lui aussi prudent : *" C'est une profession qui a été beaucoup déstabilisée. Ségolène Royal s'était risquée sur le sujet en 2007. Moi je ne m'y risquerais pas "*, déclarait-il mardi 30 août.

En avance sur le sujet, Ségolène Royal avait préconisé au cours d'une table ronde organisée lors de la dernière campagne présidentielle que les enseignants restent 35 heures sur leur lieu de travail. *" J'ai été mal comprise à l'époque. Je proposais cette approche pour qu'on améliore leurs conditions de travail. Je vais d'ailleurs demander aux départements et aux régions de leur offrir les moyens de travailler sur place "*, rappelle-t-elle aujourd'hui.

" Repenser le métier "

Deux autres candidats à la primaire socialiste, Manuel Valls et Arnaud Montebourg, se montrent un peu plus explicites. Le maire d'Evry propose un *" nouveau contrat avec les enseignants "*. *" Etre de gauche, explique-t-il, c'est lutter en permanence contre la reproduction des inégalités. Pour y parvenir aujourd'hui, il faut changer le métier de professeur. Il ne faut pas leur raconter d'histoires. Il faudra repenser leur métier. Il faudra qu'ils passent plus de temps dans l'établissement, certes. Mais il faudra aussi les revaloriser et reconnaître qu'ils ne font pas le même métier à Neuilly et à Evry. Pour arrêter d'envoyer à Evry des jeunes qui n'y sont pas préparés. "*

Dans sa brochure intitulée *Mon projet pour l'école*, accessible sur son site à compter du 1er septembre, d'Arnaud Montebourg propose aussi de *" réaménager le service des professeurs pour intégrer de nouvelles tâches "*. En une phrase, le président du conseil général de Saône-et-Loire éclaire toute la gêne de la gauche à toucher à ce sujet. *" Qu'on ne s'y trompe pas. On est dans une approche bienveillante du métier. Aujourd'hui, les enseignants assurent beaucoup de tâches qu'on ne rémunère pas. Ils sont nombreux à vouloir qu'on reconnaisse toutes ces facettes du métier. "*

Les esprits ont beau avoir évolué, le terrain reste ultrasensible. A peine élu, en 2007, Nicolas Sarkozy avait tenté de s'attaquer au sujet, sans y parvenir.

Dans la lettre de mission de Xavier Darcos, son ministre de l'éducation entre 2007 et 2009, il avait écrit : *" Nous souhaitons que le mérite soit reconnu, tant au niveau individuel que collectif. C'est possible tout en étant objectif. Il nous semble naturel que chaque enseignant puisse maîtriser, par son travail, l'évolution de sa carrière et de ses revenus en s'investissant comme il le souhaite dans son métier principal et dans des activités complémentaires. Les obligations de service des enseignants devront tenir compte de cette nouvelle liberté qui leur est offerte. "*

Dans la foulée, en septembre 2007, Nicolas Sarkozy avait nommé une commission sur l'évolution du métier d'enseignant, présidée par le conseiller d'Etat Marcel Pochard. Ce dernier avait remis au ministre de l'éducation en février 2008 son livre vert appelant à repenser le métier. Face aux premières protestations, l'affaire avait été enterrée.

Aujourd'hui, Luc Chatel pousse de nouveau le dossier pour l'après-2012. *" Ce n'est plus un sujet tabou mais il reste sensible, comme les retraites "*, déclare-t-il dans un entretien au *Parisien* mercredi 31 août. Pour ne pas fâcher la profession, le ministre de l'éducation nationale propose de laisser le choix aux enseignants. *" Dans le cadre du débat présidentiel de 2012 "*, écrit-il dans son livre d'entretien avec Jean-Pierre Chevènement, qui sort le 1er septembre.

Il imagine *" une réflexion sur un nouveau statut, sur la base du volontariat, qui engloberait une nouvelle mission, un nouveau temps de présence et la perspective d'une meilleure rémunération. Bien sûr, il faut voir où on met le curseur pour que ce statut soit à la fois incitatif et ne coûte pas non plus aux finances publiques de manière excessive "*, précise-t-il. En déplacement le 18 août en Finlande, le ministre de l'éducation avait pris pour modèle ce pays où les enseignants assurent toute une série de missions de soutien, de tutorat, et ont dans leur contrat un temps de concertation obligatoire avec leurs collègues.

Echec du système éducatif

Marcel Pochard estime aujourd'hui que le dossier n'a rien perdu de son urgence. Il compte lui aussi sur l'échéance 2012 pour en reparler. *" Le pays entier a conscience de l'échec de notre système éducatif. On n'ose plus dire qu'on a le meilleur système du monde ! Et c'est un signe. Il faut une nouvelle définition du métier d'enseignant. C'est le seul moyen d'éviter que la réforme de la formation des enseignants ne produise que des effets néfastes sur le terrain. "*

L'appréciation de Marcel Pochard est la même aujourd'hui qu'en 2008. *" Tant qu'on ne sortira pas d'une gestion de la carrière des enseignants soumise à un barème national, tant qu'on ne gèrera pas les enseignants de manière plus individuelle, on n'avancera pas. Certains de leurs représentants pensent les protéger en se battant pour le maintien de ces barèmes nationaux. En fait, ils les défavorisent. Les enseignants sont nombreux à très bien faire leur travail et à avoir l'impression de se dévouer pour une machine, sans qu'il y ait reconnaissance des multiples tâches qu'ils assurent. Passons un contrat avec eux. Et en échange, traitons les mieux. Je suis frappé d'observer que la rémunération accessoire dans la fonction publique est de l'ordre de 26 % du traitement indiciaire, alors que chez les enseignants on est à moins de 10 % "*, ajoute celui qui connaît le statut enseignant sur le bout des doigts.

Les syndicats enseignants eux-mêmes ont évolué. Ils ne sont pas hostiles au changement s. A condition d'obtenir des garanties.

M. B.

© Le Monde

◀ **article précédent**

En Afrique du Sud, les braconniers tuent...

article suivant ▶

Martine Aubry veut négocier "...